



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 10 (2025)

Faits saillants

- ❖ Région : retrait des États-Unis du JETP, au détriment de l'Indonésie et du Vietnam.
- ❖ Malaisie : croissance 2025 attendue à 4,7 % par le FMI après +5,1 % en 2024.
- ❖ Singapour : enquête en cours sur les ré-exportations de semi-conducteurs américains.

LE CHIFFRE À RETENIR

+13,8 %

Croissance des
exportations
vietnamiennes en
2024, la plus élevée
dans l'ASEAN-5

Région

Forte croissance de l'activité industrielle en février

L'indice PMI manufacturier de l'ASEAN, publié par l'entreprise S&P Global, a atteint 51,5 en février, contre 50,4 en janvier, atteignant un pic en sept mois. Au-dessus du seuil de 50 points, cette progression traduit une amélioration de la conjoncture pour le secteur manufacturier, permise par une accélération de la production et des nouvelles commandes, enregistrant leurs plus fortes hausses depuis six et sept mois respectivement. Les entreprises ont ainsi pu augmenter leurs achats et renforcer leurs effectifs à un rythme soutenu. Dans ce contexte, la confiance des industriels a atteint son plus haut niveau en 22 mois, soutenue par des anticipations de croissance de la production.

S&P Global ASEAN Manufacturing PMI

sa, >50 = improvement since previous month



Source: S&P Global PMI.

Retrait des États-Unis du JETP, au détriment de l'Indonésie et du Vietnam

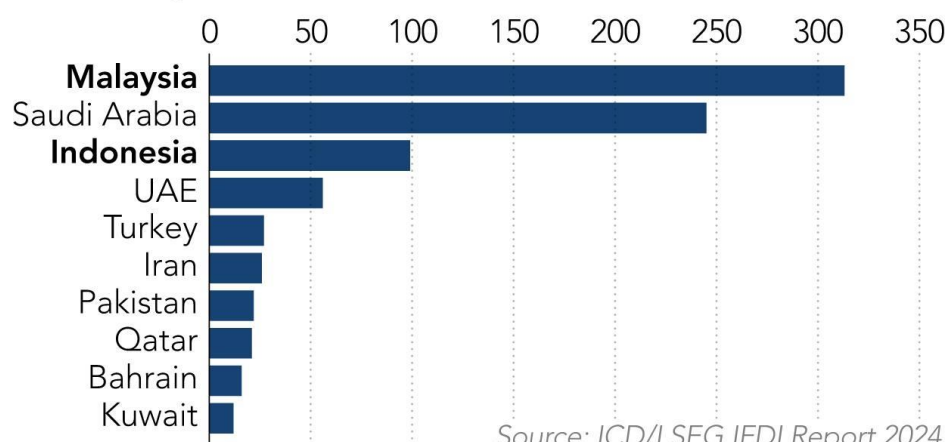
Le 6 mars dernier, le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent, a décidé de retirer les États-Unis du Partenariat pour une Transition Énergétique Juste (JETP), une initiative visant à aider les pays en développement à effectuer leur transition du charbon vers des énergies plus propres. Composé de 10 pays donateurs, le JETP avait été lancé lors des discussions sur le climat de l'ONU à Glasgow en 2021 et l'Afrique du Sud, l'Indonésie, le Vietnam et le Sénégal avaient été annoncés comme les premiers bénéficiaires, sous la forme de prêts, garanties financières et subventions pour financer leur décarbonation. Les engagements américains pour l'Indonésie et le Vietnam dépasseraient 3 Md USD, principalement sous forme de prêts commerciaux.

Franc succès de la finance islamique dans l'ASEAN

La finance islamique connaît une expansion significative en Asie du Sud-Est, attirant de nouveaux acteurs et produits. La région représentait 859 Md USD, soit 17 % du marché mondial de 4 900 Md USD en 2023, après une croissance de 11 % en 2022, selon une étude de l'Islamic Corporation for the Development of the Private Sector (ICD) et du London Stock Exchange Group (LSEG). La part de marché de la région a légèrement diminué en raison de multiples crises, notamment l'inflation post-COVID, la guerre en Ukraine et les perturbations des chaînes d'approvisionnement. La Malaisie domine le secteur avec 682 Md USD, soit 80 % du marché régional. L'Indonésie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande intensifient leurs efforts pour développer ce secteur, soutenus par la transformation numérique et des initiatives de finance durable. La Malaisie abrite le plus grand marché de *sukuk* (obligations islamiques) au monde, représentant 42 % des *sukuk* en circulation. Ces obligations sont conformes à la charia puisqu'elles offrent des rendements par la propriété des actifs, évitant ainsi les intérêts, ou *riba*, qui sont interdits dans la finance islamique. En 2023, la Malaisie a presque triplé le volume d'émission de ses *sukuk*, pour un total de 27,6 Md MYR (6,2 Md USD), contre 10,6 Md MYR l'année précédente.

Malaysia, Indonesia among top sukuk issuers

(Outstanding sukuk value, in billions of dollars)



Source: ICD/LSEG IFDI Report 2024

Indonésie

Déflation historique en février

Pour la première fois depuis 2005, l'Indonésie a enregistré une déflation annuelle de 0,09 % en février 2025 (-0,48 % en variation mensuelle) après 0,76 % d'inflation enregistré en janvier, en deçà de la fourchette de la banque centrale (entre 1,5 et 3,5 %). Cette baisse des prix s'explique principalement par la réduction temporaire de 50 % des tarifs électriques pour certains ménages, qui prendra fin en mars. Elle est particulièrement visible dans les secteurs du logement, de l'eau, de l'électricité et des combustibles domestiques, pour lesquels l'indicateur agrégé a connu une contraction de 12,1 % sur un an. Le secteur de l'énergie enregistre également une baisse de 18,6 % sur un an et de 6,3 % sur un mois. Malgré cette tendance générale, certains secteurs continuent de connaître des hausses des prix, notamment les boissons et le tabac (+2,3 %), la santé (+1,8 %) et la restauration (+2,5 %). Certaines denrées alimentaires restent elles-aussi soumises à l'inflation, à l'image de l'huile de cuisson, dont les prix ont augmenté de 11,0 % sur un an. D'après les observateurs, avec le début du mois de jeûne du Ramadan en mars, suivi des festivités de l'Aïd, et la fin des réductions sur les tarifs électriques, l'inflation devrait redevenir positive dès mars.

Balance des paiements en 2024

La position extérieure nette de l'Indonésie s'est améliorée en 2024, sa balance des paiements ayant enregistré un « excédent » de 7,2 Md USD, en hausse par rapport aux 6,3 Md USD de 2023. Cette performance a été permise par l'excédent du compte de capital et financier, qui a atteint 16,4 Md USD (2,3 % du PIB), grâce à des flux soutenus d'investissements étrangers, sous la forme d'investissements directs et d'investissements de portefeuille, malgré l'incertitude persistante pesant sur les marchés financiers mondiaux. En revanche, le déficit du compte courant s'est creusé à 8,9 Md USD (0,6 % du PIB), contre -2,0 Md USD en 2023, sous l'effet d'un ralentissement de la demande des principaux partenaires commerciaux. Bank Indonesia prévoit une balance des paiements proche de l'équilibre en 2025, avec un déficit du compte courant maîtrisé entre 0,5 % et 1,3 % du PIB.

PMI manufacturier à son plus haut niveau en 11 mois

L'activité manufacturière indonésienne a atteint son plus haut niveau en 11 mois en février 2025, avec un indice PMI enregistré à 53,6, marquant un troisième mois de croissance dans l'industrie, après un creux en 2024, l'indice étant passé sous la barre des 50, à 48,9 en août dernier. Elle a été soutenue par une forte demande intérieure avant le Ramadan. Cette expansion, marquée par une hausse des commandes et de l'emploi, contraste avec le recul des exportations, affectées par l'incertitude mondiale. Le gouvernement met en avant un climat d'affaires favorable et des mesures de soutien, mais des analystes avertissent que certains secteurs, comme le textile, continuent d'être confrontés à des fermetures et licenciements. La faiblesse de l'inflation et des exportations soulève des doutes sur la pérennité de cette reprise.

Malaisie

FMI : prévision de 4,7 % de croissance en 2025

Le FMI a publié le 3 mars son rapport annuel sur l'économie élaboré au titre de l'article IV, qui porte une appréciation globalement positive sur les politiques économiques, monétaires et financières menées par la Malaisie. Il maintient ses prévisions pour 2025 d'une croissance à 4,7 % (après +5,1% en 2024) et d'une inflation qui se renforcerait à 2,6 % (contre +1,8 % en 2024) avec la révision des subventions à l'essence sans plomb 95 annoncée pour mi-2025. Plusieurs risques, essentiellement externes, pèsent sur ces prévisions, parmi lesquels une intensification des politiques protectionnistes (hausse des droits de douanes notamment) qui conduirait à une baisse de la demande externe et à une hausse de l'inflation au niveau mondial. Un ralentissement de l'activité en Chine (1^{er} partenaire commercial du pays) affecterait tout particulièrement la Malaisie en raison de la forte intégration des deux économies, la demande finale chinoise contenant 8 % de valeur ajoutée malaisienne en 2022 selon le FMI. Aussi, l'institution recommande de poursuivre la consolidation des finances publiques pour reconstruire des marges budgétaires en réintroduisant une TVA afin d'élargir la base fiscale, tout en atténuant son impact sur les ménages vulnérables par l'allocation d'aides ciblées. L'accélération de la mise en œuvre des réformes structurelles prévues au programme économique du Premier ministre permettra d'améliorer la productivité et d'assurer une croissance inclusive. Des efforts supplémentaires sont également recommandés pour préparer le pays à l'intelligence artificielle par un renforcement des infrastructures numériques, une augmentation des dépenses de R&D et la mise en œuvre de programmes d'amélioration des compétences.

Nette amélioration de l'indice PMI manufacturier

L'indice PMI manufacturier de S&P a atteint 49,7 en février, en hausse de 1 point par rapport à janvier (48,7). Les nouvelles commandes ont augmenté pour la première fois depuis octobre 2024. Elles ont été soutenues essentiellement par le marché domestique tandis qu'elles ont décliné à l'export pour le troisième mois consécutif, en raison de l'affaiblissement de la demande en provenance de la région « Asie-Pacifique ». En conséquence, les volumes de production ont continué à diminuer et les activités d'achat se sont réduites. La confiance des entreprises s'est néanmoins améliorée, se situant au plus haut niveau depuis octobre 2024.

Dépôt d'un projet de loi sur la commercialisation d'activités de captage et de stockage de CO₂

Le ministère de l'Économie a déposé le 3 mars au Parlement un projet de loi encadrant les activités de captage, d'utilisation et de stockage mais aussi de transport et d'importation de CO₂. Le texte prévoit l'instauration d'une agence de régulation ainsi que la création d'un fonds de gestion post-fermeture pour financer la surveillance à long terme des sites de stockage. Celui-ci sera alimenté par une taxe versée par les opérateurs de stockage offshore. S'inscrivant dans le cadre de la Feuille de route pour la transition énergétique publiée en juillet 2023, cette loi ouvre la voie à la commercialisation d'activités de captage et de stockage de CO₂, importé notamment. Elle ne s'applique toutefois pas aux États fédérés de Sabah et de Sarawak, situés sur l'île de Bornéo.

Signature d'un accord avec ARM pour l'accès à des technologies avancées dans le domaine des semiconducteurs

Le Premier ministre a signé le 5 mars un partenariat avec la société britannique ARM Holdings, référence mondiale dans la conception de semiconducteurs. Les autorités malaisiennes verseront 250 M USD sur 10 ans pour pouvoir accéder aux technologies avancées d'ARM, ce dernier s'engageant également à former 10 000 ingénieurs. Cet accord doit permettre à la Malaisie d'atteindre l'objectif visé par la Stratégie nationale pour les semiconducteurs lancée en mai 2024, de montée dans le haut des chaînes de valeur avec la création, d'ici dix à quinze ans, de 10 entreprises malaisiennes spécialisées dans la conception et le conditionnement avancé de puces pour l'intelligence artificielle. ARM installera par ailleurs à Kuala Lumpur un bureau qui couvrira la région ASEAN, l'Australie et la Nouvelle Zélande.

Singapour

Soupçons de ré-exportations de puces Nvidia

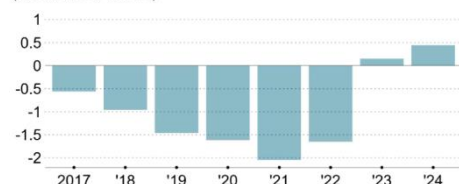
Les autorités enquêtent sur une possible réexportation de serveurs contenant des semi-conducteurs américains via la Malaisie vers un pays tiers, a déclaré K. Shanmugam, ministre de la loi et des affaires intérieures. Les serveurs, fournis par les entreprises américaines Dell et Supermicro, auraient transité par Singapour avant d'être potentiellement redirigés vers d'autres destinations, en violation des réglementations. Trois personnes, dont deux singapouriens et un ressortissant chinois, ont été inculpées pour fraude liée à ces équipements. L'enquête, lancée par un signalement anonyme, s'inscrit dans un cadre plus large impliquant 22 individus et entreprises suspectés de fausses déclarations. Selon Tan See Leng, du ministère du Commerce et de l'industrie, 22 % du chiffre d'affaires de Nvidia au troisième trimestre 2024 serait attribué à Singapour. Néanmoins, si l'entreprise américaine a facturé ses clients à Singapour, la cité-État n'était pas le lieu de livraison final. Le ministre a ainsi indiqué que des vérifications ont depuis démontré que moins de 1 % des produits Nvidia ayant généré ce chiffre d'affaires avaient effectivement été expédiés à Singapour.

Triplement des profits du groupe Sea en 2024

Le conglomérat singapourien de la tech Sea a annoncé un chiffre d'affaires de 16,8 Md USD en 2024 (+28,8 %), soutenu par l'activité e-commerce (chiffre d'affaires de 12,4 Md USD, +37,9 %). Le bénéfice net atteint ainsi 444 M

USD, contre 150 M USD en 2023, marquant la deuxième année consécutive de profits. Toutefois, la plateforme Shopee, pilier de l'activité e-commerce, n'a pas réussi à compenser ses coûts de fonctionnement et de marketing dans un contexte concurrentiel, affichant une perte de 139 M USD. Les pertes opérationnelles de ce segment sont cependant compensées par les résultats de la branche fintech SeaMoney et de la division jeux en ligne Garena.

Sea's net profit (loss)
(In billions of dollars)



Source: Company filings

Vietnam

Échanges entre le gouvernement et des entreprises américaines

Le Premier ministre Pham Minh Chinh a présidé le 1^{er} mars une séance d'échanges avec des entreprises américaines afin d'identifier les défis et les opportunités de coopération et d'investissement. Les principaux sujets abordés par les entreprises américaines concernent : i) leurs projets d'investissements, notamment dans l'économie numérique et IA, l'automobile, les hautes technologies, le commerce électronique, le secteur aérien, la défense, le textile et l'énergie ; ii) la politique douanière des États-Unis dans le cadre du partenariat stratégique global entre les deux pays ; iii) la proposition qui, selon la presse vietnamienne, aurait été faite par la partie américaine de négocier un nouvel accord commercial bilatéral, améliorant l'accord commercial signé en 2001 ; iv) la réduction par le Vietnam des barrières aux exportations de produits américains. Pour sa part, le chef du gouvernement vietnamien a demandé l'accélération de la délivrance d'une licence pilote pour les services Starlink, suite à l'intention de SpaceX d'investir 1,5 Md USD au Vietnam. Il a également souligné, entre autres, que le Vietnam s'engagerait à importer davantage des produits américains, notamment des avions, armes, gaz naturel liquéfié (GNL), produits agricoles et pharmaceutiques. Pour rappel, les États-Unis constituent actuellement le deuxième partenaire commercial du Vietnam, l'un de ses plus grands marchés d'exportation et l'un de ses principaux investisseurs. Si le Vietnam est le 7^e partenaire commercial des États-Unis, ceux-ci enregistrent leur 3^e plus important déficit commercial avec ce pays de l'ASEAN.

Croissance des exportations en 2024 supérieure au reste de la région

Selon Nikkei, le Vietnam a enregistré une forte croissance de ses exportations (+13,8 % en glissement annuel à 403 Md USD), dépassant celle de la Malaisie (+5,6 %), de la Thaïlande (+5,4 %) et de l'Indonésie (+2,3 %). Nikkei estime que cette hausse est portée par la relocalisation des chaînes d'approvisionnement hors de Chine et la demande américaine (+23,4 % d'exportations vers les États-Unis à 120 Md USD, la plus élevée croissance de la région). Le Vietnam est devenu le centre majeur pour Apple avec 35 fournisseurs en 2024 et attire un renforcement d'investissements de 1,8 Md USD de Samsung ainsi que de nouveaux investissements de Meta et Hyosung, ce dernier envisageant d'investir 4 Md USD au Vietnam. Par ailleurs, les exportations de pays de l'ASEAN vers la Chine ont reculé (-2 % pour le Vietnam et la Malaisie et -13,6 % pour les Philippines). Le Vietnam vise 451 Md USD d'exportations en 2025 (+12 % par rapport à 2024).

Les recettes budgétaires en forte croissance

Au cours des deux premiers mois de 2025, les recettes totales sont estimées à 19,6 Md USD, atteignant 25,7 % des estimations pour l'année et en hausse de 25,7 % en glissement annuel. Selon le ministère des Finances, ce bon résultat est dû à la bonne performance économique du pays en 2024 (croissance du PIB de 7,1 %), permettant le renforcement des recettes dues à l'impôt sur le revenu et à la TVA. Pour 2025, l'Assemblée nationale a fixé pour objectif 77,3 Md USD de recettes.

Thaïlande

Équilibre Chine-Thaïlande-États-Unis : expulsion de 40 hommes ouïghours vers la Chine

La Thaïlande a expulsé 40 demandeurs d'asile ouïghours vers la Chine le 27 février, quelques semaines après la visite de la Première ministre Paetongtarn à Pékin où ce sujet avait été évoqué, suscitant de nombreuses réactions internationales ; l'ONU, l'Union européenne, les États-Unis et le Royaume-Uni ont condamné l'expulsion. Marco Rubio avait personnellement mis en garde la Thaïlande avant le déplacement de Paetongtarn à Pékin contre une telle expulsion. Le Vice-Premier ministre et ministre de la Défense thaïlandais, Phumtham Wechayachai, a défendu cette décision en indiquant qu'aucun pays n'avait souhaité accueillir les concernés pendant leur décennie de présence sur le territoire thaïlandais, une affirmation démentie par plusieurs pays ayant fait des offres. Cette expulsion est un nouveau marqueur de la pression chinoise sur la Thaïlande, qui l'a déjà menée à couper depuis plusieurs semaines les livraisons d'électricité et de carburant à la Birmanie, afin d'enrayer l'essor des centres d'escroquerie en ligne à la frontière, alors que l'approvisionnement énergétique des populations locales fait face à de fortes tensions.

Le taux d'intérêt pourrait être maintenu à 2% malgré les nouveaux droits de douane américains sur les produits chinois

La Banque de Thaïlande a défendu sa politique monétaire comme étant "robuste" face aux nouveaux droits de douane américains sur les produits chinois et estime que la récente baisse des taux d'intérêt à 2 % est suffisante. Le gouvernement avait appelé à une politique expansionniste pour relancer la croissance. Pour rappel, le baht a gagné 5 % face au dollar ces 12 derniers mois et les exportations thaïlandaises sont menacées par les incertitudes géopolitiques et commerciales actuelles. Alors que l'administration Trump fait planer le doute d'éventuels nouveaux droits de douanes pour améliorer la balance commerciale, les importations américaines en provenance de Thaïlande ont totalisé en 2024 63,3 Md USD, en hausse de 12,5 % par rapport à 2023. Le déficit américain atteint, lui, 45,6 Md USD (+11,7 %), selon le U.S. Trade Representative (USTR). Les exportations thaïlandaises sous le Système Généralisé de Préférences (GSP), qui accorde aux pays en développement des réductions ou exemptions de droits de douane, atteignent 3,6 Md USD, avec les États-Unis comme principal marché.

Forte diminution de la pauvreté en 2023, mais 24 millions de thaïlandais pourraient tomber en situation de pauvreté multidimensionnelle

Le nouveau rapport de l'Office du Conseil National de Développement Économique et Social (NESDC), publié avec les données 2023, indique que 7,17 millions de thaïlandais sont en situation de pauvreté multidimensionnelle (contre près de 20 millions en 2013) dont 2,39 millions en situation de pauvreté financière. Malgré cette nette amélioration, le NESDC identifie une forte population en risque de se trouver dans une situation de pauvreté multidimensionnelle, 24 millions de Thaïlandais (34,7 % de la population) étant considérés comme tels. Le NESDC souligne que la pauvreté prend des formes différentes selon les régions, et appelle à une approche régionalisée de la lutte contre la pauvreté.

Baisse de 33 % prévue pour les exportations de riz thaïlandais au premier trimestre

Les exportations de riz sont en baisse sur la période du 1^{er} janvier au 24 février par rapport à l'année 2024, de 1,6 à 1,1 millions de tonnes, portant les estimations à 2 millions de tonnes au 1^{er} trimestre 2025, contre 3 millions en 2024. La concurrence internationale s'est intensifiée avec la fin des restrictions à l'exportation de l'Inde qui priorisait l'offre intérieure. Les fluctuations du baht ont aussi pesé sur la compétitivité du riz thaïlandais. En février, le prix du riz blanc à 5 % de brisures de la Thaïlande sur le marché mondial était de 415-419 dollars par tonne, contre 406-410 dollars pour l'Inde, 393-397 dollars pour le Vietnam et 382-386 dollars pour le Pakistan.

Philippines

L'inflation ralentit à 2,1 % en février 2025

L'inflation a nettement ralenti en février 2025, s'établissant à 2,1 % en glissement annuel contre +2,9 % en janvier, atteignant ainsi son plus bas niveau depuis cinq mois. Ce repli s'explique par le ralentissement de l'inflation des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées, à 2,6 % (contre 3,8 % le mois précédent), sous l'effet notamment de la baisse des prix du riz (-4,9 %) et du ralentissement de la hausse des prix des légumes (7,1 % contre 21,1 %). Ce poste a toutefois contribué pour 1 point de pourcentage à l'inflation globale. La composante logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles a également pesé à la baisse, avec un ralentissement à 1,6 % contre 2,2 % en janvier, en raison notamment de la baisse des coûts de l'essence (-4,7 %) et du diesel (-3,4 %). Bien que cette tendance renforce les marges de manœuvre de la Banque centrale des Philippines (BSP) pour assouplir sa politique monétaire, une baisse des taux demeure incertaine en raison du contexte international.

La dette publique atteint un nouveau record 284 Md USD en janvier

Le gouvernement philippin a vu sa dette nationale atteindre un pic de 16,3 Md PHP (284,2 Md USD) en janvier 2025, soit une hausse de 1,6 % par rapport à décembre 2024 et de 10,3 % sur un an. Cette évolution s'explique par une hausse simultanée de la dette intérieure (+9,1 % en g.a.) et de la dette extérieure (+13,0 %). La dette domestique, qui représente 67,9 % de la dette totale, a augmenté sous l'effet d'une émission nette de titres d'État (+152,2 Md PHP soit 2,6 Md USD), ainsi que de l'impact de la dépréciation du peso, ayant entraîné une réévaluation de 1,5 Md PHP (26,1 M USD) de la dette libellée en monnaie locale. Parallèlement, la dette extérieure a progressé en raison de nouveaux emprunts nets (+59,3 Md PHP soit 1,0 Md USD) et d'un effet de change défavorable lié à la dépréciation du peso face au dollar, entraînant une réévaluation de 46,7 Md PHP (814,2 M USD). Le ratio dette/PIB a légèrement progressé à 60,7 % contre 60,1 % un an plus tôt, un niveau jugé toutefois compétitif en Asie du Sud-Est. À noter que le gouvernement prévoit de ramener ce ratio à 56,3 % d'ici 2028.

Deuxième mois consécutif de sorties nettes de capitaux étrangers en janvier 2025

Selon la Banque centrale des Philippines (BSP), les sorties nettes de capitaux étrangers ont atteint 283,7 M USD en janvier, presque quatre fois plus qu'un an plus tôt (+274,1 %), en baisse par rapport à décembre 2024 (-41,8 %). Les sorties brutes ont totalisé 1,6 Md USD (+22,2 % en g.a), principalement vers les États-Unis (34,9 %), tandis que les entrées brutes ont progressé de 6,8 % en g.a pour atteindre 1,3 Md USD : investies en majorité dans les titres de dette publique (67,9 %) et les actions (32,1 %). Cette forte sortie de capitaux peut être attribuée aux anticipations des investisseurs face aux incertitudes mondiales, notamment à la montée des tensions commerciales et protectionnistes aux États-Unis.

Cambodge

Lutte contre la pollution plastique

Le ministère de l'Environnement, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'ambassade du Japon ont lancé un projet de 3 ans pour lutter contre le problème croissant des déchets plastiques au Cambodge. Intitulé « Amélioration de la capacité d'élimination des déchets plastiques dans les zones urbaines », le projet sera financé par une subvention japonaise de 2,5 M USD. Le soutien technique du PNUD et financier du Japon vise donc à améliorer la gestion durable des déchets plastiques dans les principales régions urbaines (Phnom Penh, Siem Reap et Tbong Khmum) et côtières (Kep, Kampot, Koh Kong et Sihanoukville). Actuellement, le Cambodge produit quotidiennement plus de 10 000 tonnes de déchets solides. La ville de Phnom Penh est responsable d'environ 3 500 t par jour, dont 20 % de plastiques. La gestion des déchets solides est depuis longtemps un problème majeur. Les infrastructures de gestion des déchets sont insuffisantes. Le recyclage efficace demeure compliqué. On peut sans doute regretter également que la valorisation énergétique des déchets reste sous-développée.

Transferts des migrants en légère hausse

En 2024, 1,38 million de Cambodgiens travaillaient à l'étranger, contre environ 1,35 million l'année précédente, selon le ministère du Travail et de la Formation professionnelle. Plus de 1,2 million de ces travailleurs sont employés en Thaïlande, tandis que le solde se répartit entre Corée du Sud, Japon, Malaisie, Singapour, Chine et Arabie saoudite. Leurs envois de fonds ont atteint 2,95 Md USD l'an dernier, en légère hausse par rapport aux 2,94 Md USD en 2023. Ces transferts d'argent aident à nourrir et à améliorer la condition de vie de leur famille. Ils constituent également des entrées de devises pour le Cambodge, représentant environ 6 % du PIB.

Vers le renforcement de la lutte contre les cyber-arnaques

Le gouvernement cambodgien a mis en place une commission *ad hoc* chargée de lutter contre les escroqueries en ligne. Dirigée par le Premier ministre Hun Manet, cette commission a pour missions de réprimer et de prévenir les escroqueries en ligne et de renforcer la coopération avec les pays concernés. Cette initiative est destinée à rétablir la réputation du pays et à contribuer à attirer les investisseurs ainsi que les touristes étrangers. Si la création de cette commission reflète une volonté politique affirmée, son efficacité dépendra de la mise en œuvre des mesures concrètes et de la capacité à sanctionner les responsables des escroqueries. C'est, en tout état de cause, un enjeu important pour le Royaume compte tenu de sa mise en cause dans de nombreuses arnaques.

Laos

Relations électriques avec la Chine

Electricité du Laos-Transmission (EDL-T), co-entreprise dirigée par l'entreprise d'Etat chinoise *China Southern Power Grid* (CSG), va réaliser une ligne de transport de 500 kV entre le nord du Laos et la Chine. Elle devrait entrer en service en 2026. Elle fait partie du plan de développement stratégique de l'énergie du Laos (2021-2025). D'une longueur de 183,5 km, elle reliera la province d'Oudomxay (nord-ouest du Laos) à la province chinoise du Yunnan. Côté chinois, c'est l'entreprise d'Etat CSG qui réalisera le projet. En outre, deux lignes de transport de 230 kV seront encore raccordées au réseau de transport du nord du Laos. Ce projet est présenté comme faisant partie de l'initiative Lancang-Mékong, initiative promue par la Chine – Lancang est le nom donné en Chine au Mékong – vis-à-vis des pays de la sous-région du Grand Mékong (GMS). En revanche, la connexion avec le projet de réseau de transport de l'ASEAN est plus incertaine (*ASEAN Power Grid*).

Un meilleur contrôle des changes

Après de nombreuses autres, la Banque du Laos va introduire de nouvelles règles pour assurer le contrôle des comptes de dépôt en devises. A compter du 5 avril, les particuliers comme les entreprises devront justifier de l'origine des sommes en devises qu'ils détiennent pour pouvoir ouvrir un compte. Les virements en devises entre comptes seront limités à 1 000 USD pour les particuliers et 10 000 USD pour les entreprises, sauf à les justifier (contrats, factures, commandes...). Tous les types de virement seront concernés (via des distributeurs, des applications bancaires ou en agences). Les comptes destinés à réaliser des opérations de commerce international et les investissements suivront les règles existantes. La banque centrale vise ainsi à mieux protéger la valeur du kip, en favorisant son utilisation et en réduisant les opérations de change parallèle ; elle souhaite favoriser le rôle du système bancaire également.

Birmanie

Renforcement continue de la relation russo-birmane : visite du chef de la junte à Moscou

Lors de la première visite officielle en Russie du Chef de la junte Min Aung Hlaing à l'invitation du Président russe du 4 au 9 mars, plusieurs accords ont été signés, notamment un protocole d'entente sur la construction d'une centrale nucléaire de petite capacité (SMR). Ces accords et protocoles d'accord couvrent l'identification des qualifications d'éducation et la reconnaissance bilatérale des diplômes entre les deux pays, la fiscalité, les questions de santé, la coopération dans les secteurs de la culture et des sports, la coopération dans les règles de sécurité nucléaire et radiologique pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, la coopération dans le domaine des affaires et de la technologie de l'exploration géologique, la coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques, et une déclaration commune sur la coordination réussie du projet d'accord sur la promotion et la protection des investissements entre les deux pays. Le forum économique Myanmar-Russie a également mis l'accent sur la coopération dans le transfert de technologies modernes basées sur l'agriculture et l'élevage par le biais d'investissements dans les secteurs agricole, industriel et des services et de l'énergie. S'agissant des infrastructures, le Myanmar s'associe à la Russie pour une coopération dans le domaine des énergies renouvelables, notamment l'énergie éolienne, l'énergie solaire et l'hydroélectricité. Une déclaration commune cite que le volume des échanges entre deux pays a augmenté d'environ 40 % l'année dernière, par rapport aux 2 Md USD atteints en 2023, et sont prêts à élargir les relations commerciales mutuelles. Une coopération également dans le secteur financier, notamment en matière de prêts et des questions bancaires.

PMI : les défis continuent malgré la tendance ascendante

À 48,5 en février (après 47,7 en janvier), l'indice PMI de S&P reste sous le seuil de 50 points, en-dessous duquel l'activité manufacturière est en territoire négatif. La production et les nouvelles commandes ont toutes deux diminué, bien que moins fortement que le mois précédent. Les réductions d'effectifs ont persisté, les entreprises étant confrontées à des démissions de salariés. En outre, les pénuries de matériaux, d'électricité et de main-d'œuvre ont encore mis à rude épreuve les capacités. L'activité d'achat a diminué et les niveaux de stocks ont été considérablement réduits. En outre, les délais moyens de livraison des intrants n'ont cessé d'augmenter depuis quatre ans et demi, le mois de février ayant enregistré le retard le plus prononcé depuis trois mois. Sur le front des prix, les coûts des intrants et les frais de production ont fortement augmenté. La dépréciation de la monnaie locale par rapport aux devises étrangères a posé de nouveaux défis aux fabricants, faisant grimper les coûts. Malgré ces défis, la confiance des entreprises a atteint son plus haut niveau depuis janvier 2024, les entreprises étant optimistes quant à la reprise des tendances de la demande, alimentant ainsi une production plus élevée.

Conjoncture mars 2025

DERNIÈRES PRÉVISIONS FMI

CROISSANCE	2023	2024e	2025e	PIB 2024 (Mds USD)
ASEAN ▲	4,1%	▲ 4,6%	▲ 4,7%	3985
Indonésie* ▲	5,0%	▲ 5,0%	▲ 5,1%	1403
Thaïlande* ▬	1,9%	▲ 2,7%	▲ 2,9%	529
Singapour ▬	1,1%	▲ 2,6%	▲ 2,5%	531
Philippines* ▲	5,5%	▲ 5,8%	▲ 6,1%	470
Vietnam ▲	5,0%	▲ 6,1%	▲ 6,1%	468
Malaisie* ▲	3,6%	▲ 5,0%	▲ 4,7%	440
Birmanie ▲	2,5%	▬ 1,0%	▬ 1,1%	65
Cambodge ▲	5,0%	▲ 5,5%	▲ 5,8%	47
Laos ▲	3,7%	▲ 4,1%	▲ 3,5%	15

* IMF WEO janvier 2025

PMI MANUFACTURIER	févr-25	janv-25	déc-24	nov-24	oct-24	sept-24	août-24
ASEAN ●	51,5	● 50,4	● 50,7	● 50,8	● 50,8	● 50,5	● 50,5
Birmanie ●	48,5	● 47,4	● 50,4	● 49,8	● 49,8	● 48,4	● 45,5
Indonésie ●	53,6	● 51,9	● 51,2	● 49,6	● 49,6	● 49,2	● 49,2
Malaisie ●	49,7	● 48,7	● 48,6	● 49,2	● 49,2	● 49,5	● 49,5
Philippines ●	51,0	● 52,3	● 54,3	● 53,8	● 53,8	● 52,9	● 53,7
Singapour (Global) ●	51,0	● 49,9	● 51,5	● 53,9	● 53,9	● 55,5	● 56,6
Thaïlande ●	50,6	● 49,6	● 51,4	● 50,2	● 50,2	● 50,0	● 50,4
Vietnam ●	49,2	● 48,9	● 49,8	● 50,8	● 50,8	● 51,2	● 47,3

PIB TRIM. (g.a)	T4-24	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23
Indonésie ▲	5,0%	▲ 4,9%	▲ 5,0%	▲ 5,1%	▲ 5,0%	▲ 4,9%	▲ 5,2%
Malaisie ▲	5,0%	▲ 5,4%	▲ 5,9%	▲ 4,2%	▲ 2,9%	▲ 3,1%	▲ 2,8%
Philippines ▲	5,2%	▲ 5,2%	▲ 6,4%	▲ 5,8%	▲ 5,5%	▲ 6,0%	▲ 4,3%
Singapour ▲	5,0%	▲ 5,7%	▲ 3,4%	▲ 3,2%	▲ 3,1%	▬ 1,9%	▬ 1,3%
Thaïlande ▲	3,2%	▲ 3,0%	▲ 2,3%	▬ 1,7%	▬ 1,8%	▬ 1,6%	▬ 1,9%
Vietnam ▲	7,6%	▲ 7,4%	▲ 7,3%	▲ 6,0%	▲ 6,8%	▲ 5,5%	▲ 4,3%

CONSOMMATION (g.a)	T4-24	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23
Indonésie	4,9%	5,0%	4,7%	6,7%	4,5%	4,0%	5,9%
Malaisie		4,8%	5,6%	5,1%	4,5%	4,3%	4,1%
Philippines	4,7%	5,2%	4,7%	4,6%	5,3%	5,1%	5,5%
Singapour		6,4%	5,2%	5,6%	6,0%	2,1%	4,3%
Thaïlande		3,3%	4,5%	6,6%	6,7%	7,4%	7,3%
Vietnam	6,6%	6,2%	5,8%	4,9%	3,5%	3,0%	2,7%

IPC / INFLATION (g.a)	févr-25	janv-25	déc-24	nov-24	oct-24	sept-24	août-24
Indonésie	-0,1%	0,8%	1,6%	1,5%	1,7%	1,8%	2,1%
Laos	12,7%	15,5%	16,9%	18,3%	20,7%	21,7%	24,3%
Malaisie		1,7%	1,7%	1,8%	1,9%	1,8%	1,9%
Philippines	2,1%	2,9%	2,9%	2,5%	2,3%	1,9%	3,3%
Singapour		1,2%	1,5%	1,6%	1,2%	1,9%	2,2%
Thaïlande		1,3%	1,2%	0,9%	0,8%	0,6%	0,4%
Vietnam	2,9%	3,6%	2,9%	2,8%	2,9%	2,6%	3,5%

EXPORTATIONS (g.a, Md USD)	févr-25	janv-25	déc-24	nov-24	2024	2023	2022
Indonésie		4,7%	4,8%	9,1%	264,7	258,8	291,9
Malaisie		5,3%	22,2%	9,8%	330,4	313,0	352,1
Philippines		6,3%	-1,9%	-8,6%	73,2	73,6	79,6
Singapour		1,1%	13,1%	5,8%	504,7	475,5	515,0
Thaïlande		13,6%	8,7%	8,2%	300,5	285,1	287,4
Vietnam	25,7%	-4,0%	12,8%	8,2%	405,5	354,7	371,7

CPTE COURANT (% du PIB)	T4-24	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23
Cambodge		8,6%	-5,0%	4,0%	-0,8%	3,3%	3,9%
Indonésie	-0,3%	-0,6%	-0,9%	-0,8%	-0,4%	-0,4%	-0,7%
Malaisie	2,3%	0,4%	0,6%	3,5%	0,2%	1,8%	1,9%
Philippines		-5,2%	-4,7%	-1,8%	-0,8%	-2,2%	-3,9%
Singapour	15,3%	18,6%	17,5%	18,9%	14,7%	18,0%	18,4%
Thaïlande	4,0%	1,6%	0,9%	2,6%	2,8%	2,5%	-2,3%

CPTE FINANCIER (Md USD)	T4-24	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23
Cambodge		-0,5	0,5	-0,4	-0,4	-0,2	0,7
Indonésie	8,5	7,5	2,8	-2,4	10,8	-0,5	-4,5
Laos		0,1	-0,1	0,0	-0,2	0,2	0,1
Malaisie	-1,3	-1,7	3,6	-4,0	-4,3	3,9	-1,8
Philippines		10,5	5,8	4,5	5,9	2,0	0,2
Singapour	29,3	13,0	18,7	4,9	8,7	12,8	5,6
Thaïlande		-0,5	-2,4	-5,1	-4,6	-6,2	-0,8
Vietnam		-2,7	-6,3	1,4	-1,6	-2,4	-2,7

signe + : entrées nettes

TAUX DE CHÔMAGE	T4-24	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23
Malaisie	3,2%	3,2%	3,3%	3,3%	3,3%	3,4%	3,5%
Philippines	3,9%	4,7%	4,0%	4,5%	4,2%	4,9%	4,5%
Singapour	1,7%	1,8%	2,4%	1,9%	1,8%	1,9%	2,4%
Thaïlande	0,9%	1,0%	1,1%	1,0%	0,8%	1,0%	1,1%
Vietnam	2,2%	2,2%	2,3%	2,2%	2,3%	2,3%	2,3%

TAUX DIRECTEURS	Vietnam	Thaïlande	Malaisie	Indonésie	Philippines	Laos	Birmanie
	3,00%	2,00%	3,00%	5,75%	5,75%	10,50%	9,00%
Dernier changement	juin-23	févr-25	mai-23	janv-25	déc-24	août-24	sept-24

TAUX DE CHANGE	28/2/25	1 mois	Ytd	1 an	2024	2023	2022
VND/USD	25220	1,8%	0,4%	3,3%	24 168	23 794	23 271
SGD/USD	1,35	-0,5%	-0,8%	0,3%	1,34	1,34	1,38
IDR/USD	16431	1,1%	1,4%	5,0%	15 855	15 237	14 850
MYR/USD	4,47	1,0%	-0,3%	-6,2%	4,57	4,56	4,40
THB/USD	34,08	1,3%	-0,1%	-5,1%	35,28	34,78	35,05
PHP/USD	57,90	-0,8%	-0,2%	3,2%	57,29	55,63	54,48

signe + : dépréciation

MARCHÉS FINANCIERS	1 mois	Ytd	1 an	3 ans	2024	2023	2022
MSCI AC ASEAN (Gross)	▼ -2,7%	▼ -3,0%	▲ 10,8%	■ 1,0%	▲ 12,4%	■ 0,8%	▼ -4,1%
S&P 500 (Price)	▼ -1,4%	■ 1,2%	▲ 16,8%	▲ 10,8%	▲ 23,3%	▲ 24,2%	▼ -19,4%
Brent (USD/baril)	▼ -4,8%	▲ 2,1%	▼ -9,6%	▼ -22,3%	\$79,9	\$83,0	\$100,1

Sources : CEIC, WHO, Our World in Data, FMI, IHS Markit, S&P, MSCI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr